

LES CONFLITS DE 2009 EN GUADELOUPE ET MARTINIQUE

UNE CRISE COMPLEXE IGNOREE OU MAL COMPRISE DANS LES MEDIAS.

Par

Bruno OLLIVIER*

Entre décembre 2008 et mars 2009, les trois régions monodépartementales françaises situées dans les Amériques (Martinique, Guadeloupe et Guyane) ont été secouées par une crise qui a bloqué leur activité économique pendant plusieurs semaines. Une des conséquences de ces mouvements a été la convocation du corps électoral de deux de ces territoires en janvier 2010 par le Président Nicolas Sarkozy pour décider d'un éventuel changement de statut.

Après un rappel des caractéristiques de la Caraïbe, région géographique sans réelle existence politique propre, et celles de ces territoires, nous examinerons la dynamique de ces crises et leur écho dans les médias d'information générale.

LA MOSAÏQUE DES CARAÏBES

L'unité de la zone caraïbe relève plus de l'histoire et de la géographie physique que de la politique, de l'économie ou de dynamiques régionales. L'invocation d'une identité caraïbe est une constante des discours politiques et médiatiques locaux, mais les obstacles à sa concrétisation sont nombreux.

Les points communs tiennent à l'histoire de ces territoires insulaires¹ qui a été, depuis leur découverte lors des différents voyages de Christophe Colomb (1492-1504), marquée par la colonisation et l'importance de l'économie sucrière. Les différentes puissances coloniales (Espagne, Angleterre, France, Pays Bas, États Unis) ont procédé à l'élimination *de facto* des populations indiennes précolombiennes et développé une économie principalement orientée sur la canne à sucre². Dans le cadre du commerce triangulaire, sont arrivés massivement des esclaves africains.

Sur le plan politique, certaines îles ont accédé à l'indépendance entre le début du XIX^{ème} siècle³ et la fin du XX^{ème} siècle⁴. Certains États sont minuscules. La Dominique compte 72 000 habitants, Grenade : 90 000, Saint Vincent et Grenadines 120 000, Sainte Lucie : 172 000. Trois îles sont plus importantes. Haïti compte 8,4 millions d'habitants; la République Dominicaine 8,5 millions et Cuba 11,2 millions.

D'autres continuent d'entretenir des relations statutaires particulières et diversifiées avec l'ancienne puissance colonisatrice. Porto Rico (3,9 millions d'habitants) est un "État libre associé aux États Unis". Il n'est pas représenté à l'ONU et ses habitants ne votent pas à l'élection présidentielle étasunienne. Ils ont un représentant à la Chambre des représentants mais aucun sénateur. Montserrat, Türk et Caicos, Anguilla, les Îles Vierges Britanniques et les Îles Caïman sont des Territoires britanniques d'outremer, statut distinct de celui des Dominions. Comme Gibraltar ou les îles Falkland (îles Malouines), ils demeurent sous la souveraineté du Royaume Uni mais

* Bruno Ollivier est professeur à l'université des Antilles et de la Guyane. Centre de Recherches sur les pouvoirs locaux dans la Caraïbe (CRPLC, CNRS, UMR 8305).

1 Seule la Guyane française, associée à cette problématique en raison de son appartenance à la France, est continentale.

2 Crusol Jean, 2008, *Les îles à sucre - De la colonisation à la mondialisation*, Les Perséides, Paris.

3 1804, indépendance de Haïti.

4 Indépendance de la Dominique, située entre la Martinique et la Guadeloupe, du Royaume uni en 1978 ; de Sainte Lucie, située à peu de kilomètres au Sud de la Martinique, en 1979.

possèdent des prérogatives locales. Aruba, (100 000 hab.) est autonome par rapport aux Antilles néerlandaises (Curaçao, Bonaire et Sint Marteen) mais pas par rapport à la couronne Hollandaise. La question de la souveraineté et des statuts est de celles qui traversent la Caraïbe.

Sur le plan linguistique, des langues européennes (l'espagnol - République Dominicaine, Porto Rico, Cuba - le français -Martinique, Guadeloupe, et sur le continent la Guyane - et anglais pour les autres territoires) coexistent avec des langues nées de la traite négrière. C'est le cas du créole, langue officielle en Haïti, présent en Dominique, Martinique, Guadeloupe et à Sainte Lucie, du papamiento parlé à Aruba, et de pidgins de l'anglais. L'intercompréhension linguistique est donc peu assurée en Caraïbe.

Sur le plan des transports, ces îles sont peu et mal reliées entre elles. Ni la circulation des personnes, ni celle des marchandises, encore entravée par l'appartenance à des blocs économiques différents, ne sont faciles. Les échanges économiques présentent une situation comparable. L'euro a cours dans les DFA, le dollar caribéen dans les anciennes possessions britanniques, le Dollar US à Porto Rico. Les DFA appartiennent à l'Union Européenne, mais non au CARICOM⁵ qui regroupe 15 États, 5 membres associés, et 7 pays observateurs, parmi lesquels le Mexique, la Colombie et le Venezuela.

Les Départements Français d'Amérique (DFA)

Au milieu de cette mosaïque de statuts, les Départements Français d'Amérique (DFA) que sont la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane relèvent, fin 2009, d'un statut particulier. Ce sont des régions et des départements. Dans le cadre de l'article 73 de la Constitution française, ils possèdent à ce titre à la fois un Conseil Régional et un Conseil Général⁶.

La Martinique est une île de 400 000 habitants. La Guadeloupe un archipel (Guadeloupe, Marie Galante, la Désirade, les Saintes) de 450 000 habitants. La Guyane, seule portion du continent américain sous souveraineté extra-américaine, compte 190 000 habitants pour une surface de 86 000 km² (soit environ 2 par km²), occupée quasi totalement par la forêt vierge. Les populations de ces trois régions mono départementales sont jeunes. 45% des Guyanais, 31% des Guadeloupéens et 29% des Martiniquais ont moins de 20 ans. Les mouvements de population sont minimes hors l'émigration de jeunes adultes⁷. Enfin, le chômage est nettement plus important qu'en métropole, chez les femmes comme chez les hommes. En 2009, en Guadeloupe, 45% des hommes de moins et 47 % des femmes de 30 ans sont au chômage. En Martinique, les proportions sont de 38 % pour les hommes et 41% pour les femmes⁸. Les DFA sont ainsi en permanence menacés par une crise sociale.

Comme la plupart des territoires français non européens, les DFA sont davantage reliés à leur métropole qu'à leurs voisins géographiques. Si la Martinique est à 450 km de l'Amérique du Sud et à une heure d'avion de Caracas, il n'existe que deux vols par semaine pour rejoindre cette destination (contre 4 gros porteurs quotidiens pour Paris). Pour aller de Fort de France ou de Pointe à Pitre en Amérique latine, on fera escale soit à Miami, soit... à Paris ! Le réseau de transport intra-caribéen est structuré autour de plaques tournantes aériennes (Hubs) qui sont Porto Rico, Miami, Panama et, à un niveau moindre, Saint Domingue et Pointe à Pitre. L'enclavement est marqué. Aller

5 La *Caribbean Community* (en espagnol *Comunidad del Caribe*) vise l'établissement d'un marché unique. D'autres institutions caribéennes concernent la santé, l'éducation, la justice etc. Voir <http://www.caricom.org/>

6 Une consultation sur le statut institutionnel de la Martinique et de la Guyane aura lieu en 2010, suite aux événements de 2009, pour décider si les populations souhaitent entrer dans le champ d'application de l'article 74 de la Constitution française. Leur statut serait alors comparable à celui de la Polynésie. Si la réponse est négative, une seconde consultation concernera la fusion des deux conseils régional et général (i.e. du département). Des consultations ont déjà eu lieu en Guadeloupe et en Martinique sur cette fusion, qui a été rejetée en 2003 par 50,48 % des voix en Martinique et 72,98 % en Guadeloupe.

7 79% (Guadeloupe) à 85% (Martinique) des habitants sont nés dans leur département de résidence (53% en France)

8 Didier Breton, Stéphanie Condon, Claude-Valentin Marie, Franck Temporal, « Les départements d'Outre-mer face aux défis du vieillissement démographique et des migrations », *Populations et sociétés*, 460, Octobre 2009,

de Martinique en Guyane peut revenir plus cher que d'aller à Paris. Les transports maritimes publics de voyageurs sont peu denses. Des ferrys existent entre la Guadeloupe, la Dominique, la Martinique et Sainte Lucie, et une ligne maritime vient d'ouvrir entre Sainte Lucie et la Barbade. Mais, pour aller d'un DFA à Aruba, il faut passer une nuit à Porto Rico, ce qui implique un visa d'entrée aux États Unis. Les DFA sont mal insérés dans un territoire déjà fort fragmenté.

Ces îles caraïbes et américaines du point de vue géographique, politiquement françaises et économiquement européennes, ont peu de possibilités de développement dans leur environnement. Elles sont peu compétitives face à leurs voisins dans leurs exportations, qu'il s'agisse de la banane ou du tourisme. Sur le plan de la circulation des personnes et des biens comme sur celui des institutions, les DFA ont donc un statut particulier qui tient à leur langue, à leur appartenance à l'Union européenne et à la République française. Les salaires des fonctionnaires et les aides européennes jouent un rôle fondamental dans leur économie. Ces données, combinées à une histoire née du commerce triangulaire, de la traite transatlantique des esclaves et à une méconnaissance générale de leurs spécificités par les interlocuteurs hexagonaux expliquent l'importance de discours et revendications identitaires touchant à la langue, à la culture, à l'économie et aux relations avec l'Hexagone. Tel est le contexte dans lequel vont se développer des conflits sociaux forts au début de l'année 2009.

Les événements du début 2009

En Guyane

Le conflit qui se déroule en Guyane du 24 novembre au 5 décembre 2008 préfigure ceux qui vont suivre. Une grève et un blocage du département sont décrétés par un collectif d'associations à partir du 24 novembre 2008 pour exiger une baisse de 50 centimes d'euro du carburant. Depuis 2007, la Guyane n'a plus le droit d'importer son carburant de Trinidad, l'île voisine. Elle a dû le remplacer par du carburant aux normes européenne raffiné en Martinique par la SARA (Société Anonyme de Raffinerie des Antilles), ce qui a provoqué un surcoût de 30 centimes d'euros par litre. Après deux semaines de blocage total des routes, une baisse de 30 centimes, financée par la raffinerie et les collectivités territoriales permet le déblocage de la situation. Le quotidien martiniquais *France Antilles Martinique* commentera en première page que les « frères guyanais ont montré la voie ».

On peut repérer dans ce conflit la matrice des conflits ultérieurs en Guadeloupe et Martinique.

- Le déclenchement de la crise est lié à un problème de prix à la consommation, lié à l'inscription de la Guyane dans l'Union Européenne et à une situation de monopole.
- Le mouvement est déclenché par une alliance d'associations et de syndicats créée *ad hoc*.
- Le blocage physique de toute activité économique est le moyen fondamental utilisé.
- Les pouvoirs publics organisent une négociation qui amène les partenaires à partager les coûts des mesures prises pour faire baisser les prix.

En Guadeloupe

Comme la Guyane est loin de la France, aucune couverture médiatique ne rend compte de cette crise, de ses causes et de ce qu'elle laisse présager. Or, le mouvement guyanais est imité en Guadeloupe du 8 au 11 décembre 2008. Quatre jours de barrages routiers permettent d'y obtenir une baisse de 30 centimes de l'essence.

Mais le lancement réel du mouvement a lieu le 20 janvier 2009, jour de l'investiture de Barack Obama. Un collectif de 49 organisations, le « Lyannaj kont pwofitasyon »⁹(LKP, qu'on traduira du créole par Collectif contre l'exploitation exagérée), dirigé par Elie Domota, Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG), prend alors la tête du mouvement.

9 <http://www.lkp-gwa.org/>

L'UGTG est un syndicat qui se définit comme politique et anticolonialiste. Il explique que :
« *La Guadeloupe est un pays colonisé. Les capitalistes colonialistes, français et leurs alliés, les propriétaires fonciers et les capitalistes compradores exploitent et oppriment l'ensemble du peuple guadeloupéen(...). De 1635 à nos jours, l'histoire de la Guadeloupe a été l'histoire de l'établissement et du développement de la domination économique, politique et culturelle du capitalisme colonialiste français* »¹⁰.

Mais c'est le LKP, et non l'UGTG, qui lance une grève générale pour l'emploi et contre la vie chère. La plateforme de revendications publiée en début de conflit¹¹ comporte 146 points. On y trouve des revendications

- locales (sur l'école, les transports ou les impôts);
- salariales (relèvement immédiat et conséquent d'au moins 200 €, des bas salaires, des retraites et des minima sociaux; salaire minimum guadeloupéen calculé sur le coût « réel » de la vie en Guadeloupe...),
- sur la structure de l'entreprise (participation des représentants des salariés dans les instances dirigeantes de l'entreprise avec voix délibératives)
- sur une préférence guadeloupéenne en matière d'emploi (priorité d'embauche pour les Guadeloupéens, mais obligatoire dans toutes les entreprises qui bénéficient d'aides publiques..).
- sur des principes généraux (arrêt des abominations à l'encontre des travailleurs étrangers, résolution de tous les conflits en cours...).

Certaines revendications corporatistes viennent des associations et syndicats qui composent le LKP. D'autres posent des questions plus radicales.

La grève commence le 19 janvier 2009. Les routes, le port et la distribution du carburant sont bloqués. Le Secrétaire d'État à l'Outre-mer, Yves Jégo, arrive sur l'île le 1^{er} février. Il annonce le blocage des loyers dans l'habitat social. Une négociation longue et complexe entre le LKP, un « Mouvement des entrepreneurs guadeloupéens » constitué pour l'occasion et les collectivités territoriales s'ouvre sous l'autorité parfois du Préfet, représentant le pouvoir central, parfois du Secrétaire d'État. Elle durera jusqu'au 4 mars. Le 8 février, Yves Jégo est rappelé à Paris. Les concessions qu'il a annoncées ne sont pas reprises par le gouvernement. Désavoué, il doit revenir coiffé de deux médiateurs pour mener des négociations désormais plus difficiles. Le 12 février, les négociations sont rompues à l'initiative du LKP. Le 13 février, le Président Nicolas Sarkozy annonce lui-même la création d'un Conseil interministériel de l'outre-mer qui devra se réunir ultérieurement. Puis la situation se tend.

Une première nuit d'affrontements entre forces de l'ordre et jeunes gens cagoulés a lieu le 17 février. Le 18 février devient date charnière du conflit. Un syndicaliste, Jacques Bino, est tué par balles « depuis un barrage tenu par des jeunes »¹² au retour d'un meeting du LKP à Pointe à Pitre. La lumière ne sera jamais faite sur ce meurtre. Les violences montent : policiers blessés par balles, pillages de commerces malgré des appels au calme lancés des deux côtés.¹³

Le ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, responsable des départements d'outre-mer, intervient publiquement pour la première fois et le Président de la République décide de recevoir les parlementaires et dirigeants des collectivités territoriales. Le 19 février les négociations reprennent.

Finalement, le 27 février, après 40 jours de blocage, un accord est trouvé sur une augmentation de 200 euros pour les bas salaires, « mais seuls 15 000 à 17 000 salariés sur 85 000 sont concernés, en raison de l'absence aux négociations notamment du Medef, qui dénonce les intimidations physiques du LKP à son encontre »¹⁴. Un protocole définitif est signé le 4 mars par

10 http://ugtg.org/rubrique_15.html

11 http://ugtg.org/article_700.html, consulté le 02/11/09

12 Selon les termes de la *Cellule de crise* de la Préfecture de Guadeloupe.

13 *L'Express* 18/02/2009, http://www.lexpress.fr/actualite/politique/la-guadeloupe-sous-le-choc-apres-la-mort-d-un-syndicaliste_741713.html

14 *Radio France International*, 27/02/09, http://www.rfi.fr/actufr/articles/110/article_78765.asp

Elie Domota et le Préfet de Guadeloupe. Il contient 165 articles classés par thème : logement, transport, alimentation. Il règle aussi bien le prix du pain, les conditions d'achat de billet d'avion a prix réduit, qu'une augmentation des salaires.

En Martinique

Un processus globalement similaire se produit avec quelques jours de décalage en Martinique. Le conflit porte initialement encore une fois sur le prix des carburants. Un collectif se forme et appelle à la grève. Un cahier de revendications apparaît. L'île est bloquée et l'activité économique cesse. Les violences montent puis les négociations reprennent et aboutissent.

La grève commence le 5 février 2009. Le « Collectif du 5 février »¹⁵ regroupe, sur le modèle du LKP, un grand nombre d'organisations associatives, syndicales et locales. Les syndicats exigent 354 euros d'augmentation mensuelle pour les bas salaires, le patronat proposant entre 10 et 60 euros.

Un événement médiatique particulier fait monter la tension dans l'île. Le 6 février, la chaîne privée Canal Plus Antilles diffuse un documentaire intitulé « Les derniers maîtres de la Martinique ». Dans une interview, un béké¹⁶ y évoque les « bons côtés de l'esclavage » et parle de la « préservation de la race » (blanche). L'émission est reprise sur Internet¹⁷. Le préfet de Martinique qui habitait une résidence appartenant à la famille de cette personne doit déménager. Le Parquet ouvre une information pour « incitation à la haine raciale »¹⁸. Malgré les déclarations d'autres membres de la communauté béké, le mal est fait.

Le carnaval est annulé. Ceci constitue un fait historique. Le 24 février, après une manifestation de quelque 2000 personnes, la tension monte comme cela avait été le cas en Guadeloupe six jours plus tôt. Des magasins sont pillés, des barrages enflammés et des heurts se produisent aux portes de la préfecture entre jeunes cagoulés et service d'ordre du Collectif¹⁹. Le 26 février, le préfet demande aux habitants, sauf nécessité, de rester chez eux après 19h. Ce couvre feu de fait durera quelques nuits.

Finalement un premier accord-cadre est signé le 3 mars sur les prix et les salaires. Il est entériné le 14 mars, après 38 jours de blocages. Ce « texte d'accord de sortie de crise » prévoit « 200 euros d'augmentation des bas salaires et une diminution des prix de 400 articles par enseigne dans la grande distribution »²⁰. L'essence est de nouveau distribuée, ce qui permet enfin l'accès aux magasins d'alimentation et l'activité économique reprend, tandis que 83 points restent encore en discussion.

LA MEDIATISATION DES CONFLITS ANTILLAIS

Le contexte « caraïbe » avec la spécificité des Antilles françaises étant posés ainsi que le déroulement de ces conflits, à quel type de médiatisation ces événements ont-ils donné lieu ?

Echo limité sur Internet

Une première indication est l'intérêt porté par les internautes. Les plateformes de

15 <http://collectif5fevrier.org/>, site qui se limite à sa page d'accueil car ses archives sont inaccessibles (consulté le 12 novembre 2009). Le *Collectif du 5 février* aura une activité sur Internet pendant la grève (55 et 99 communiqués respectivement en février et mars 2009). Elle devient quasiment nulle ensuite (12 communiqués en avril 2009, puis 16 pour les 5 mois qui suivent et aucun ensuite)

16 i.e. descendant des colons blancs

17 Voir par exemple : <http://www.gwadeloupe.com/blog/video-bekes-les-derniers-maitres-de-la-martinique/>, <http://fr.netlog.com/go/explore/videos/videoid=2662953>, <http://video.tropicalspace.fr/videos/123449389389/les-derniers-maitres-de-la-martinique>, Consultés le 12/11/2009.

18 *Le Point*, 12/02/2009,

19 *Le Monde*, 25/02/2009

20 *Le Monde*, 17/03/2009.

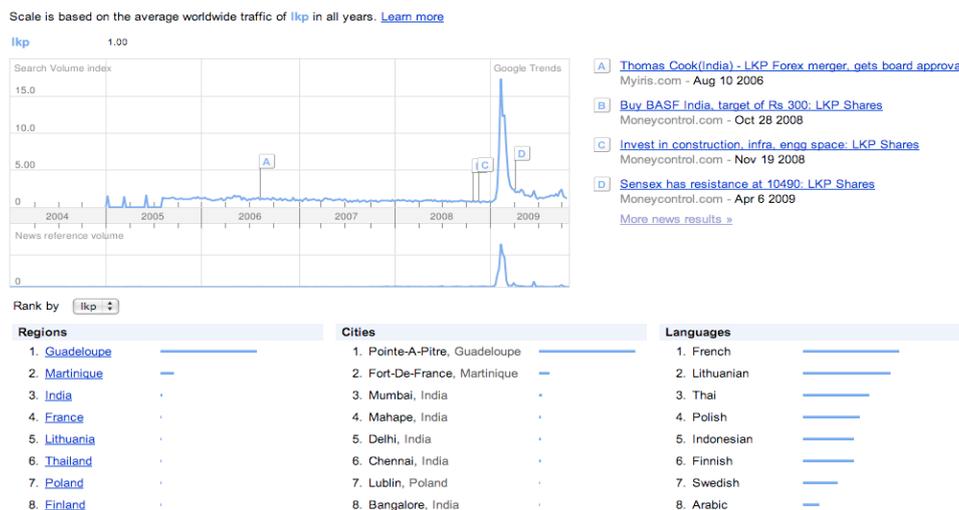
revendications, sans doute en raison de leur longueur et leur caractère peu lisible, seront fort peu présentes sur le réseau, au contraire du nom du LKP, de son leader, Elie Domota, et de son slogan²¹. Toutefois, il convient de relativiser d'emblée le champ géographique de l'intérêt qui leur est porté.

Globalement, sur un an, entre novembre 2008 et novembre 2009, Google annonce 200 000 pages publiées comportant les mots « Elie + Domota ». Mais l'analyse des requêtes envoyées est plus intéressante que ce nombre de pages invérifiable, qui reste dans une certaine mesure très théorique.

Les requêtes adressées à Google avec les mots « Elie + Domota »²² commencent en janvier 2009. On observe un pic correspondant à la grève, puis elles disparaissent. Elles sont envoyées exclusivement en français, et proviennent à environ 80% de la Guadeloupe et pour le reste de la Martinique.



L'intérêt suscité par Elie Domota sur Internet est donc strictement local. Ni les autres îles antillaises, ni la Caraïbe, ni la France hexagonale ne manifestent d'intérêt. Une analyse des requêtes portant sur le LKP permet d'arriver aux mêmes conclusions. Sur Internet, seules la Guadeloupe et dans une moindre mesure la Martinique s'intéressent au LKP²³.



21 Quasiment considérée comme un hymne, puis adaptée à la Martinique, la chanson "*la Gwadeloup sé tan nou la Gwadeloup a pa ta yo*" (la Guadeloupe, c'est à nous la Guadeloupe c'est pas à eux) peut être lue et écoutée sur Internet (http://ugtg.org/article_789.html)

22 <http://www.google.com/trends?q=elie+domota>

23 Si l'on ne tient pas compte d'autres entités LKP situées en Inde ou en Lettonie sans rapports avec le premier

Les adresses IP, à partir desquelles des requêtes sur le LKP ont été faites, sont localisées à Pointe à Pitre pour 90%. Le reste des requêtes a été réalisé depuis Fort de France. Les réseaux sociaux ne sont pas utilisés. Un groupe Facebook, intitulé Elie Domota, existe mais il ne présente pas d'activité notable.

Sur Internet, l'intérêt pour ces crises reste donc strictement local.

Pour la presse internationale, des événements européens

L'observation de la presse internationale confirme cette tendance. Les médias internationaux n'ont pas de correspondants sur place. Ils n'envoient pas d'envoyés spéciaux. Leurs articles sont donc soit des reprises de dépêches d'agences, soit des articles envoyés par des correspondants en poste à Paris.

Ces crises se voient ainsi quasiment traitées comme des événements européens et non caribéens, très rarement américains. Elles sont traitées par BBC World service, parfois au titre de la région Europe, parfois au titre de la région Caraïbe. Au titre de la Caraïbe, il s'agit de brèves de quelques lignes²⁴. Il faut chercher dans la catégorie Europe, pour trouver un article de fond²⁵.

Seules les interventions en France du Président Sarkozy et du ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot Marie, après le meurtre du 18 février, suscitent des textes.

Al Jazeera s'intéresse aux événements deux fois sur un mode dramatique, dans sa rubrique Amériques à partir de la mort de Jacques Bino²⁶. Reprenant une dépêche de Reuters, le 18 février²⁷, la chaîne arabe explique qu'en raison d'émeutes, des milliers de touristes ont dû fuir pour la Martinique voisine et que des pillards s'attaquent aux magasins de Pointe à Pitre. Un autre article annonce l'envoi de renforts de police de France en Guadeloupe²⁸, et, d'après une dépêche de l'AFP du 20 février, une série de mesures financières décidées par le Président Sarkozy.

CNN publie le 6 mars, sous le titre « *Guadeloupe issues still linger* », son seul article sur les événements. Rédigé depuis Paris, il propose une trame narrative (*Story highlights*) qui tient en quatre points qu'on reproduit mot à mot ici dans la mesure où ils représentent assez bien le point de vue de la presse internationale :

1. *Guadeloupe is French overseas territory*
2. *Island wracked by a month of sometimes violent protests over living conditions*
3. *Protest leader denies encouraging violence*
4. *French police reinforcements being posted to Guadeloupe.*²⁹

Quelques médias relient la crise antillaise à une crise plus générale. Mais ils ne font pas d'analyse des phénomènes locaux. Si *Página 12*, de Buenos Aires, titre le 19 février « Le chaos paralyse la Guadeloupe », il ne consacre à cette île que 10% d'un texte centré sur les différentes facettes de la crise en France³⁰. BBC Mundo fait un point de la situation en Guadeloupe le 18 février, mais vu depuis Paris : « *El gobierno francés busca controlar una creciente revuelta social en la isla caribeña de Guadalupe tras un mes de huelga general que cobró su primer muerto y llevó al presidente Nicolas Sarkozy a involucrarse personalmente en la crisis* ». ³¹

Dans la presse internationale, il s'agit donc d'un événement français traité qui est depuis Paris, et seulement à partir de la mort de Jacques Bino.

24 Par exemple *Guadeloupe issues still linger* à l'adresse :

http://www.bbc.co.uk/caribbean/news/story/2009/03/090306_nibweekend.shtml

25 Par exemple *Guadeloupe strike on despite deal* à l'adresse <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/7915023.stm>

26 <http://english.aljazeera.net/news/americas/2009/02/2009218143916221455.html>

27 <http://english.aljazeera.net/news/americas/2009/02/20092200628584394.html>

28 <http://english.aljazeera.net/news/americas/2009/02/20092199448808588.html>

29 <http://edition.cnn.com/2009/WORLD/americas/02/19/guadeloupe/index.html>

30 *Página 12*, 19/02/2009, « El caos amenaza a Francia », article de Eduardo Febbro, depuis Paris.

31 *BBC Mundo.com*, 10/2/2009, « Francia enfrenta revuelta caribeña », article de Gerardo Lissardy

Le regard peu intéressé de la presse caribéenne

La presse caribéenne s'intéresse peu à ces deux mois de grève. Certes, Alterpresse, agence de presse haïtienne engagée³², reprend ici un texte d'indépendantistes martiniquais du *PALIMA*³³ ou là un texte d'intellectuels déjà publié par *Le Monde* en France³⁴. Haïti en marche consacre un article au mouvement³⁵. Mais la presse grand public ne l'analyse jamais. Les rares articles sont de simples reprises de dépêches qui insistent sur des événements spectaculaires ou surprenants. Leur inventaire, rapide, montre une absence de mise en perspective et une approche en termes de fait divers. Là encore, le 18 février voit la médiatisation maximale.

En Jamaïque, un article de *The Gleaner*³⁶ reprend une dépêche d'Associated Press. A Saint Domingue, *El Nacional* reprend une dépêche de l'AFP sur trois voitures brûlées³⁷, *Listin Diario* une dépêche de EFE en provenance de Washington selon laquelle on craint le 18 février une extension du mouvement guadeloupéen vers la Martinique alors que celle-ci est déjà bloquée³⁸. Suivra une seule brève de quelques lignes dix jours après pour noter que le mouvement continue malgré la signature d'un accord³⁹. Un article publié à Porto Rico dans *El vocero* reprend une dépêche d'Associated Press de Paris⁴⁰ sur... une manifestation parisienne d'appui aux grévistes caribéens !

La seule réaction des États-Unis tient en un communiqué, publié par l'ambassade des États-Unis à Barbade, qui décrète une alerte valable jusqu'au 13 mai 2009. Les citoyens des États-Unis en Martinique et en Guadeloupe sont invités à éviter les foules et les manifestations, à se tenir informés. Les avions des lignes régulières de la compagnie American Airlines changent leurs horaires pour ne plus avoir à passer la nuit en Martinique ou en Guadeloupe.

La presse caribéenne ne fournit elle aussi que quelques brèves reprises de dépêches d'agences et jamais d'analyses. Il reste à se tourner vers la presse locale et vers la presse française pour trouver des éclairages plus pertinents.

Les médias locaux impliqués dans le mouvement

La presse locale est principalement constituée par trois journaux du groupe Hersant (*France Antilles* dans ses deux versions guadeloupéenne et martiniquaise, et *France Guyane*), par les stations radio et télévision du service public RFO⁴¹, par la radio privée RCI⁴². Il convient de relever pendant le mouvement l'expérience d'une télévision locale sur Internet lancée par le collectif du 5 février⁴³.

Dès le début du mouvement, ces médias locaux se montrent le plus souvent engagés aux côtés de la grève et des collectifs. *France Antilles* fera sa Une tous les jours sur le mouvement, une inflexion dans son soutien au mouvement pouvant être notée à partir du 18 février. Le seul débat se développe dans les colonnes du courrier des lecteurs.

A RFO, on jouera un rôle d'expertise double (revue de presse de l'hexagone et production

32 « Réseau alternatif haïtien d'information »,

33 <http://www.alterpresse.org/spip.php?article8113>, « Martinique/Guadeloupe : S'émanciper de toutes les dépendances », dimanche 22 février 2009

34 <http://www.alterpresse.org/spip.php?article8100>

35 *Haïti en marche*, 15 Février 2009 « Les troubles sociaux se poursuivent dans les Antilles françaises ».

36 *The Gleaner*, « France mobilises over Carib unrest », <http://www.jamaica-gleaner.com/gleaner/20090215/focus/focus7.html>

37 *El Nacional*, « Incendian tres vehículos », dépêche AFP du 25/2/2009, <http://www.elnacional.com.do/internacionales/2009/2/25/8705/Incendian-tres-vehiculos>

38 *Listin Diario*, Santo Domingo, 18/02/2009, « Temen tensión se extiende hacia Martinica y Guayana »

39 *Listin Diario*, Santo Domingo, 28/02/2009, « Acuerdo en Guadalupe, pero la huelga continúa ».

40 *El Vocero*, Porto Rico, « Manifestación en París en apoyo a huelguistas caribeños » dépêche AP du 21/02/2009 01:00 pm

41 <http://www.rfo.fr/>

42 <http://rci.fm/>

43 *Tele otonom mawon*, (en référence au marronnage et aux nègres marrons, donc aux stratégies de liberté et d'évasion face au système esclavagiste) à l'adresse <http://collectif5fevrier.blogspot.com>

d'information en direction de Paris⁴⁴). Les membres des rédactions locales craignent que le siège parisien ne délocalise sur Paris la production des journaux télévisés. Les plateaux de ces journaux sont la cible de manifestations. Le studio de RFO Guadeloupe est ainsi occupé par des militants du LKP le 26 février. À RCI, les prises de position d'un journaliste auraient mené des entreprises locales à menacer de couper les ressources publicitaires⁴⁵.

La presse française: une couverture régulière non exempte d'erreurs

Dans la presse écrite et audiovisuelle hexagonale, la couverture est régulière. Radios, télévisions, presse quotidienne et magazines utilisent les dépêches d'agence, des envoyés spéciaux, et commandent des sondages d'opinion.

Cette couverture n'exclut pas une méconnaissance de la part de certains journalistes de données de base. Si la presse des Antilles françaises peut manquer de distance dans sa présentation et se montre pleinement impliquée dans le mouvement, les journalistes hexagonaux sont parfois bien loin des réalités locales. Le 17 février, pour illustrer les événements antillais, Canal Plus et sa filiale I-Télé utilisent des images d'archives en provenance de... Madagascar. Le 25 février, dans son journal du matin, I Télé situe Fort de France en Guadeloupe. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel rappellera ces chaînes à « leur obligation d'honnêteté de l'information » dans un communiqué. On produit souvent des analyses à partir de références européennes. Le 4 mars 2009, Europe 1 compare ainsi Élie Domota à Lech Walesa, ce qui paraît quelque peu surprenant, sauf à assimiler la situation de Guadeloupe à celle de la Pologne communiste.

Quel type d'analyses et de représentations les médias français produisent-ils?

Une des techniques journalistiques classiques est celle du portrait. *Libération*, avant le tournant du 18 février, publie un article sur Elie Domota digne des techniques du *storytelling* et brosse le portrait d'un quasi héros :

« Directeur général adjoint de l'ANPE et secrétaire général de l'UGTG, le premier syndicat de l'archipel (52 % des voix aux prud'homales), Elie Domota, 42 ans, a acquis en vingt-six jours de grève générale un statut d'icône qui soulève les foules lors de meetings enflammés. Fils d'un charpentier et d'une femme de ménage, il a fait ses études à Limoges, est diplômé de gestion et a obtenu un troisième cycle d'urbanisme. Ancien des Jeunesses ouvrières chrétiennes, il a su faire la jonction à la tête du LKP entre les milieux culturels, associatifs, syndicaux et politiques qui composent ce collectif de 49 entités. »⁴⁶

Tiennot Grumbach et Sabine Bernard, dans les colonnes du *Monde*, affirment que :

« Le camp de ses contradicteurs reconnaît à Elie Domota des qualités dans l'expression et du sérieux dans la présentation des dossiers techniques. Certains d'entre eux ne peuvent cependant pas s'empêcher d'en revenir à la caricature en parlant du prophète Elie pour mieux souligner son inexpérience des affaires et se réfugier dans la théorie du "meneur". C'est le plus sûr moyen d'écarter l'analyse des faits et des causes. »

Ils soulignent une évolution générale. « Dans les quinze dernières années, les idées et méthodes de l'UGTG se sont propagées dans de nombreux milieux, en dehors même de la sphère syndicale. De très nombreuses associations se sont organisées autour de la défense de la langue créole, de la musique locale, du théâtre, des arts plastiques, de l'écologie et de l'économie locale durable, de l'artisanat, des toutes petites entreprises, etc. Le mouvement populaire est influencé par un syndicalisme qui a fait exploser ses propres frontières revendicatives pour agréger toutes les forces progressistes et identitaires. »

Leur conclusion permet de dépasser le seul problème de vie chère: « Cette large mobilisation culturelle, sociale et identitaire fait que le patronat et ses organisations, ainsi que les autorités territoriales et l'État, ne se retrouvent pas dans un face-à-face avec une seule organisation

44 *Le Monde*, 1^{er} mars 2009, « La crise expliquée aux métros par RFO », interview de Patrick de Carolis, PD-G de RFO
45 <http://www.bondamanjak.com/guadeloupe/27-a-la-une/6512-le-patronat-guadeloupeen-reclame-la-tete-du-journaliste-thierry-fundere.html>

46 *Libération*, 16 février 2009, Antoine Guiral, Guadeloupe, envoyé spécial

*syndicale mais avec tout un peuple qui affirme sa dignité. »*⁴⁷

La crise antillaise est aussi une occasion de se pencher sur d'autres acteurs. Sous la plume de ses envoyés spéciaux, *Le Monde* s'intéresse régulièrement aux Békés martiniquais. Dans un premier temps, les jugements sont péremptaires :

*« Aux Antilles, la richesse tient en peu de mains. Notamment dans celles de ces grandes familles de békés, qui sont aujourd'hui sur la sellette »*⁴⁸.

Avec le temps, les mêmes envoyés spéciaux approfondissent et nuancent leur propos. On note le rôle économique des békés dans l'agriculture (20% des terres mais 80% de la production de bananes), l'import-export, notamment automobile et la grande distribution. Mais s'agit-il d'un monopole? *« Le poids réel des Blancs créoles dans l'économie antillaise suscite d'âpres débats. « Huit familles accaparent les richesses », assure Michel Monrose, président du Collectif du 5 février 2009, qui anime le mouvement social en Martinique. Leurs détracteurs leur prêtent la haute main sur 80 % des affaires. « C'est 10 % pour faire large », répond Roger de Jaham. « Ils assurent 30 % du PNB », tranche Patrick Lecurieux-Durival, président du Medef martiniquais. »*

Un des aspects de la crise est la tension entre une communauté « fermée sur elle-même » et une société qui lui reproche de vivre de la *pwofitasyon*. On en vient à questionner la structure de la société antillaise.

*« Roger de Jaham⁴⁹ a vu ruiner des années d'efforts pour « réhabiliter le béké » et réconcilier sa communauté avec le reste de la population. Sur un plateau de télé, en 1998, il avait assimilé l'esclavage à « un crime contre l'humanité », avant même qu'une loi ne le fasse. De l'autre côté, « Acteur de la grève générale, Georges Mauvois, un professeur d'histoire, estime pour sa part que l'animosité naît plutôt du refus des békés d'intégrer la société métissée des Antilles : « S'ils persistent à rester entre eux, ils courent au suicide »*⁵⁰.

À partir du tournant du 18 février, les médias mettent l'accent sur le LKP et ses méthodes. *Le Point* raconte :

*« La nécessité de maintenir un rapport de force favorable incite le collectif à privilégier les moyens coercitifs. Premiers visés, les commerçants qui refusent de se plier aux ordres de fermeture. "Les hommes du LKP procèdent toujours de la même manière, témoigne l'un d'eux sous le couvert de l'anonymat. Ils viennent à plusieurs et expliquent que, si on ne boucle pas, ça sera ouvert à tout le monde ; bref, c'est rideau baissé ou pillage organisé." (...) Puis, ça a été au tour des entreprises de la zone industrielle de recevoir ce genre de visites dissuasives. Parallèlement, le LKP a opéré un glissement d'ordre dialectique, la dimension communautaire semblant prendre le pas sur la revendication sociale. »*⁵¹.

Son envoyé spécial conclut :

*« Dans un département qui affichait un taux de chômage de 26 % avant même d'être frappé par la crise mondiale, les conséquences économiques et sociales de cette opération île morte risquent d'être ravageuses. Certains reconnaissent mezza voce être écartelés entre la tentation de mettre un terme au mouvement avant que son coût ne devienne exorbitant et celle de continuer un combat comme la société guadeloupéenne n'en a pas connu depuis des décennies ». Après avoir ironiquement salué « le plus beau coup de marketing politique qu'on ait vu depuis longtemps », l'envoyé spécial ajoute encore : « le LKP a opéré un glissement d'ordre dialectique, la dimension communautaire semblant prendre le pas sur la revendication sociale »*⁵².

Au moment où 78% des Français de métropole trouvent « justifié le mouvement social qui

47 *Le Monde*, 12 février 2009, « Guadeloupe : c'est tout un peuple qui affirme sa dignité », par Tiennot Grumbach et Savine Bernard

48 *Le Monde*, 9 février 2009, « Guadeloupe : la "pwofitasyon" ne passe plus », Béatrice Gurrey

49 Chef d'entreprise martiniquais béké.

50 *Le Monde*, 1^{er} mars 2009, « Békés Une affaire d'héritage », Béatrice Gurrey et Benoît Hopquin.

51 *Le Point*, 18 février 2009, Yves Cornu.

52 *ib.*

paralyse la Guadeloupe »⁵³, France Info raconte :

« *Quand le journaliste « tente de réaliser l'interview, en place publique, d'une mère de quatre enfants excédée par la grève, il est aussitôt interrompu par un militant du LKP qui lui demande d'arrêter "gentiment". Peu après un autre membre du collectif interviendra, plus menaçant, pour prévenir : " Tu n'as pas enregistré ? Sinon, fais attention à toi ".* »⁵⁴

20 Minutes rapporte : « *Six chefs d'entreprise ont été tabassés. L'un parce qu'il a refusé de fermer sa boutique, un autre parce qu'il s'est exprimé contre la grève dans les médias. Ceux qui ne se couchent pas devant le LKP sont frappés* », assène Patrick Vial-Collet, Antillais, directeur d'un groupe hôtelier. « *Vous pouvez me citer, je n'ai pas peur des représailles* »⁵⁵.

Les jours passant, l'insistance se fait de plus en plus nette sur ces questions. Sous le titre « *Guadeloupe : Élie Domota menace les patrons* », *Le Figaro* explique :

« *Les questions étaient les bonnes. Mais les pratiques du LKP ont montré leurs limites. La question même de l'État de droit en Guadeloupe s'est posée et continue de se poser. (...) La crainte des représailles est toujours vivace. Les témoignages de pressions exercées par les gros bras du LKP sont nombreux. Les menaces graduées. Du simple avertissement aux menaces physiques. Quand ce ne sont pas des insultes racistes lorsque le commerçant n'est pas « pays ». Ce lundi, donc, après que notre homme à la casquette a harangué la foule, des petits groupes se sont ainsi dispersés dans la ville. « On a dit fermé, pas ouvert », répétaient-ils, en tapant du poing contre les rideaux métalliques des magasins. Cette fois, pas de blessé. Juste le bruit des coups donnés sur les rideaux. Les commerçants se sont exécutés. Résignés, un nœud à l'estomac. »*⁵⁶

Dans la même tonalité, *Paris Match* décrit un mouvement cubain : « *Le LKP garde une capacité de mobilisation « à la cubaine », entretenant des relais dans chaque quartier; à l'image des comités de la révolution qui, à La Havane, imposent au peuple les mots d'ordre du moment. En Guadeloupe, la révolte contre la vie chère est soutenue par quasiment toute la population, mais les nervis du LKP, qui font pression sur les commerçants et les employés pour faire grève, ne sont pas appréciés. »*⁵⁷

Enfin, au-delà des récits, la crise est l'occasion de tribunes libres produites par des acteurs variés et de quelques analyses de fond. Au fil des semaines, un va et vient se crée entre l'actualité au jour le jour, les prises de position des acteurs et des analyses plus approfondies.

Au titre des prises de position des acteurs, on note celles du Secrétaire d'État à l'Outre-mer Yves Jégo. Lors de la sortie de crise, il prend un ton modérateur et note :

« *La crise actuelle découle d'une multitude de facteurs, elle est aussi la conséquence d'une accumulation de malentendus ; elle est, enfin, l'expression d'attentes parfois contradictoires. (...) La crise de l'outre-mer concerne tous les Français. D'autant plus que dans cette crise spécifique aux départements d'outre-mer, dont les racines sont profondes, s'ajoutent les effets conjoncturels d'un contexte qui n'épargne aucun pays du monde et qui atteint de plein fouet nombre d'entre nous, le plus grand bouleversement économique et social que le monde ait connu depuis la crise de 1929. »*⁵⁸

Il conclut par l'éloge des positions de Nicolas Sarkozy : « *Le Président de la République avait vu juste dans sa campagne électorale en proposant les mesures qui sont au cœur de la loi actuellement discutée au Parlement.* »⁵⁹.

Dans un autre registre, le romancier Patrick Chamoiseau, Prix Goncourt 1992, affirme dans une tribune libre au *Monde*:

53 Sondage BVA pour Orange, *L'Express* et *France-Inter*.

54 *France Info*, 25 février 2009, Richard Place, envoyé spécial à Pointe-à-Pitre.

55 *20 minutes*, 24 février, Laure de Charrette, envoyée spéciale à Pointe-à-Pitre.

56 *Le Figaro*, 26 février 2009, Rodolphe Geisler, envoyé spécial à Pointe-à-Pitre

57 *Paris Match*, 26 février 2009, Patrick Forestier, envoyé spécial à Pointe-à-Pitre

58 *Le Monde*, 14 mars 2009, Yves Jégo : « La voie de l'avenir : responsabilité partagée, fraternité et tolérance, L'outre-mer a les atouts de son propre développement »

59 ib.

« Pour seulement border l'intensité du phénomène, il aurait fallu émulsionner ensemble Marx, Foucault, Freud, Shakespeare, Lautréamont, Gorz, Char, Segalen, Deleuze, Héraclite, Morin, Glissant, Césaire, Fanon... Y précipiter des plasticiens, des musiciens et la plupart des grands jazzmen... On comprend qu'avec un tel appareillage, on ne soit plus dans l'illusion explicative et qu'on tente d'aborder aux rives salubres du poétique... ».

Il affirme: *« Ce qui s'est produit chez nous, et qui (compte tenu de l'arrogance capitaliste) peut se produire partout, n'a affecté qu'un brouillard d'archaïsmes qui persistent dans notre rapport à la France, et dans notre rapport à nous-mêmes. Ce qui va s'effondrer et peut-être disparaître dans les semaines qui viennent, vivait de cela, profitait avec cela. Si on conserve le paradigme ancien, on aura l'impression qu'un désastre s'est produit, et on va tenter de colmater l'urgence en introduisant de nouvelles rigidités, voire d'autres archaïsmes. »*⁶⁰

Dans la même tonalité littéraire, Daniel Maximin, poète et romancier, lie l'élection d'Obama, les obsèques nationales de Césaire et le mouvement social.⁶¹

Plus politique, Michel Rocard, ancien Premier ministre, fait remonter les problèmes antillais à l'histoire.

« Le nœud du problème, c'est le sous-développement économique dont est victime la Guadeloupe depuis la fin de la dernière guerre mondiale. La IV^e et la V^e République se sont très mal occupé des départements d'outre-mer en général et de la Guadeloupe en particulier. Sa principale richesse était le sucre de canne. Or, nous avons encouragé le sucre de betterave parce que nos betteraviers d'Ile-de-France et du Nord - Pas-de-Calais étaient plus influents. »

Il est un des rares à proposer quelques pistes concrètes: *« La France fait beaucoup de coopération économique avec des pays sous-développés à l'étranger. Pourquoi la partie qui concerne les Caraïbes ou le nord de l'Amérique du Sud n'aurait elle pas comme base de départ la Martinique et la Guadeloupe ? Puisque nous avons les universités de Point-à-Pitre et de Fort-de-France, pourquoi ne développerait-on pas des départements spécialisés dans l'intérêt de la région, par exemple la maintenance tropicale, qui n'est apprise nulle part ? »*⁶²

CONCLUSION : INCOMMUNICATION ET INCOMPREHENSION

Cette crise de deux mois qui a bloqué toute activité économique et mis en péril à plus long terme l'économie des deux îles françaises des Antilles n'a pas réellement eu d'écho hors de France. Et en France même, la médiatisation n'a donné lieu que progressivement à des analyses de fond. Celles-ci ne semblent pas de nature à changer l'incompréhension profonde entre les opinions publiques hexagonale et antillaise. Selon un sondage en date du 24 février⁶³, 51% des Français se déclaraient favorables à l'indépendance de la Guadeloupe (question non posée par les acteurs locaux du conflit) alors que 14% seulement des Guadeloupéens revendiquaient la même opinion.

Les analyses produites pendant deux mois par les médias ne semblaient pas avoir permis de faire partager le même point de vue des deux côtés de l'Atlantique sur une question aussi fondamentale. La Guadeloupe et la Martinique, à 7000 km des côtes de l'Europe, restaient sur certains points aussi éloignées de leur environnement géographique que de leur métropole.

Sites à consulter

<http://www.domactu.com/>

<http://collectif5fevrier.org/> . Ce site du mouvement martiniquais ne possède plus que sa page d'accueil (consulté le 16/11/2009).

60 *Le Monde*, 14 mars 2009 « Les « États généraux » ne sont pas à la hauteur de la dynamique à l'œuvre »

61 *Le Monde*, 28 février 2009 « La France a peur d'affirmer sa richesse métisse » Daniel Maximin.

62 *Le Monde*, 24 février 2009, Michel Rocard : « Il y a dans le patronat guadeloupéen une aile irréductible »

63 *Le Figaro magazine*, 24 février 2009, « Les événements de Guadeloupe, Regards croisés des Français et des Guadeloupéens ».

<http://ugtg.org/> est le site du syndicat indépendantiste guadeloupéen
www.lkp-gwa.org/, site du LKP, présente une chronologie du mouvement du point de vue du LPP à l'adresse <http://www.lkp-gwa.org/chronologie.htm>
<http://www.bondamanjak.com> (site martiniquais de tendance autonomiste)

Noms cités

Aimé Césaire

Alliot-Marie

Barack Obama

Christophe Colomb

Daniel Maximin

Elie Domota

Georges Mauvois

Jacques Bino

Lech Walesa

Michel Monrose

Michel Rocard

Patrick Chamoiseau

Patrick Lecurieux-

Durival

Patrick Vial-Collet

Roger de Jaham

Nicolas Sarkozy

Yves Jégo

Mots-clés : Békés, colonisation, conflits antillais, département français d'Amérique, esclavage, incommunication, langues, médiatisation, mosaïque.

L'auteur

Bruno Ollivier est Professeur de sciences de l'information et de la communication à l'université des Antilles et de la Guyane. Il travaille sur les questions liées à l'identité et les liens entre communication, médias, culture et politiques publiques sur la France et le continent américain